

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

n°RC/26/14 du 27 mai 2026

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

ZAC LA VEUVE
Construction d'un Réservoir de Stockage
et Local Surpresseur
(Génie Civil et Équipements)
Restructuration et Adaptation des Réseaux d'amenée
et de Distribution AEP- DECI

Consultation n°2026/CONSU/14 du 27 mai 2026












Date et heure limites de réception des offres :
VENDREDI 31 JUILLET 2026 - 12 HEURES

Adresse de la consultation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3030609&orgAcronyme=l2m>

CCI MARNE ARDENNES
42 rue Grande Étape - CS 90533
51010 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX
Tél. Secrétariat Achats : 03.26.50.62.69
Web Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" : www.marches-publics.gouv.fr

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	ZAC La Veuve : Construction d'un réservoir de stockage et local surpresseur (génie civil et équipements) Restructuration et adaptation des réseaux d'amenée et des distribution AEP- DECI
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans objet
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 – Visite facultative	5
3 - Les intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.4 - Contrôle technique	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres pour chaque lot.....	9
6.1 - Documents à produire : pièces de la candidature pour chaque lot.....	9
6.2- Documents à produire : pièces de l'offre.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	13
7.1 - Transmission électronique	13
7.2 - Transmission sous support papier	14
8 - Examen des candidatures et des offres.....	14
8.1 - Sélection des candidatures	14
8.2 - Attribution des marchés	14
8.3 - Suite à donner à la consultation	18
8.3.3 - Décision d'attribution	19
8.3.4 Justificatifs et moyens de preuve :	20
8.3.3 Modalités de transmission :	21
9 - Renseignements complémentaires.....	21
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	21
9.2 - Procédures de recours.....	21
10 - Annexe au règlement de la consultation.....	22
10.1 - Dépôt électronique des plis	22
10.2 - Copie de sauvegarde	22
10.3 - Signature électronique	23
10.4 - Transmission et taille du dossier transmis	24
10.5 - Recommandations sur les formats de transmission.....	24
10.6 – Contrôle des virus	25
10.7 - Aide à la réponse dématérialisée	25

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Les stipulations du présent Règlement de la Consultation concernent la **ZAC La Veuve - Construction d'un réservoir de stockage et local surpresseur (Génie civil et Équipements) - Restructuration et adaptation des réseaux d'amenée et des distribution AEP- DECI**.

Afin de mettre en conformité le réseau d'alimentation en eau potable (AEP) et le réseau de défense extérieure contre l'incendie (DECI) des ZAC 1 et 2 avec le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) de la Marne, et afin d'anticiper les besoins liés à l'extension de la ZAC 3, le service Aménagement souhaite réaliser les travaux suivants :

- La Construction d'un réservoir de stockage d'eau et d'un local surpresseur (génie civil et équipements) ;
- La Restructuration et adaptation des réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable (AEP) ainsi que du réseau de défense extérieure contre l'incendie (DECI).

L'ensemble des travaux du projet a pour objectif :

- D'assurer la distribution d'eau potable sur toute la ZAC en fonction des pics de consommation
- D'assurer la protection incendie sur l'ensemble de la ZAC
- De disposer d'un volume de stockage suffisant pour sécurisation de l'alimentation de la ZAC en cas de manque d'eau sur le réseau en amont.

Lieu(x) d'exécution : la commune de la Veuve est située à quelques kilomètres au Nord-Ouest de Châlons-en-Champagne, à la confluence des autoroutes A4 et A26.

1.2 - Mode de passation

La présente consultation est organisée selon la procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Le lot 1 est conclu à prix global et forfaitaire.

Le lot 2 est conclu à prix unitaires.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en **2** lots :

Lot	Désignation
1	Construction d'un réservoir de stockage et local surpresseur (Génie Civile et Équipements)
2	Restructuration & adaptation des réseaux d'amenée et de distribution AEP / DECI

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot	Code principal	Description
1	45232100-3	Ouvrages annexes pour canalisations d'eau
2	45232150-8	Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Sans objet

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Visite facultative

Une visite du site d'exécution des prestations est **facultative**.

Toutefois, compte tenu de la nature des travaux, de leur environnement et des contraintes d'exécution, les candidats sont vivement invités à procéder à une visite des lieux afin de prendre connaissance de l'ensemble des caractéristiques du site et des conditions d'exécution des prestations.

Les candidats souhaitant effectuer une visite devront prendre rendez-vous auprès de :

Nom : Mr. Eddy LAMBIN

Téléphone : +33 6 07 85 60 94

Courriel : e.lambin@marneardennes.cci.fr

Les demandes de rendez-vous devront parvenir au plus tard **cinq (5) jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres.

Aucune attestation de visite ne sera délivrée et la réalisation de cette visite ne constitue pas une condition de recevabilité des offres.

En remettant son offre, le candidat est réputé avoir pris connaissance des documents de la consultation ainsi que des contraintes normalement prévisibles liées au site et aux conditions d'exécution des travaux. Il lui appartient, sous sa propre responsabilité, d'apprécier l'opportunité d'effectuer une visite des lieux avant la remise de son offre.

Les candidats sont invités à formuler, le cas échéant, leurs demandes de renseignements complémentaires dans les conditions prévues au présent règlement de la consultation.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'oeuvre est assurée par :


13 rue des Etangs
02870 BUCY LES CERNY
Tel. 03 23 20 01 32
Port. 06 74 76 92 38
Mail : cedric.coasne@i-btp.fr

Le Détail des Missions est le suivant :

Éléments de Mission Témoin :

Mission	Désignation
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de Mission :

Mission	Désignation
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

La mission de contrôle technique pour cette opération sera assurée par un bureau de contrôle qui sera désigné avant le démarrage des travaux.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Financement : ressources propres de la CCI.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises « DCE » contient les pièces suivantes :

- 📄 le Règlement de la Consultation « RC » (commun aux deux Lots),
- 📄 le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP » (commun aux deux Lots),
- 📄 les Cahiers des Clauses Techniques Particulières « CCTP » (lot 1 & lot 2)
- 📄 l'Acte d'Engagement « AE », un par lot,
- 📄 la Décomposition du Prix Global Forfaitaire « DPGF » Lot 1
- 📄 le Bordereau des Prix Unitaires « BPU » Lot 2
- 📄 le Détail Quantitatif Estimatif « DQE » Lot 2
- 📄 les Éventuelles Réponses aux Questions aux candidats,
- 📄 la Déclaration de non-ingérence
- 📄 la Lettre de Candidature « DC1 »,
- 📄 la Déclaration du Candidat « DC2 »
- 📄 la Déclaration de sous-traitance « DC4 »,
- 📄 Les annexes et dossier de plans :

Dossier de plans

- **DWG :**
 - Plan de situation
 - Plan Réseau surpresseur
 - Plan Réservoir surpresseur
- **Répertoire X_REF**
- **PDF :**
 - Plan de situation
 - Plan réservoir surpresseur
 - Réseaux distribution existant
 - Réseaux distribution projeté
 - Plan réseaux – surpresseur DECI
 - Plateforme existante
 - Aménagement plateforme 1
 - Aménagement plateforme 2

Annexes

- **DECI :**
 - Annexe 1.5
- **Dévoisement giratoire :**

- REC AEP - Dévoiement LA VEUVE Avenue des Crayères - ZI CCI
- **Etudes Géotechniques :**
 - C.19.23020_La Veuve_51_Création locaux techniques
- **Géomètre :**
 - 230857 - ZAC 1 à 3 - LA VEUVE – 2025
- **Giratoire et TAG :**
 - LA VEUVE - GIRATOIRE – RECØ
 - LA VEUVE - TAG – RECØ
- **Modélisation surpresseur existant :**
 - LAVEUVE - modélisation tuyauterie
- **Schémas Récap réseau existant :**
 - Schéma Récapitulatif SAUR & M1 juillet 2020
- **Sondage surpresseur existant :**
 - REC AEP Sondages - LA VEUVE Surpresseur Zone Industrielle
- **Voie d'accès et PF surpresseur :**
 - V24572_La Veuve_ZAC_Surpresseur_RECOLEMENT

Les candidats doivent retirer le dossier de consultation par voie électronique (gratuit).

Le dossier de consultation des entreprises est disponible sur la Plateforme des Achats de l'Etat « PLACE » (profil acheteur) à l'adresse indiquée à la page de garde du présent RC, cf. « lien de la présente consultation »(page 1) sur la page de la consultation qui s'affiche, aller à la rubrique « actions », puis cliquer sur le pictogramme « accéder à la consultation".

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

ATTENTION : le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé* sur le profil acheteur (PLACE) anonymement ou après identification. Il est précisé que les sociétés qui téléchargent anonymement le dossier de consultation (où indique une adresse courriel erronée), ne pourront être informées de éventuels éléments complémentaires au cours de la procédure (communication des réponses de l'administration suite aux questions, report de délai, questions diverses, ...)

De la même manière, la société qui s'identifie sur PLACE lors du dépôt de son offre doit donner une adresse courriel valide et permettant de façon certaine les échanges électroniques en fin de procédure avec l'administration (demande de précision sur l'offre, rejets, demande à la société contributaire, ...).

En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » au 01.76.64.74.07

(pour cela la société devra préalablement créer un ticket sur PLACE)

ou bien grâce au lien « Assistance » de l'onglet « Aide » de la plateforme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAide>

De plus, afin d'être informé des échanges, le candidat doit vérifier que l'adresse des échanges avec le profil d'acheteur, « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », est accessible ou mise sur la liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans l'entreprise et s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme/profil acheteur ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à la disposition par la personne publique, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats zip, Word, Excel, PDF, DWG.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres pour chaque lot

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire : pièces de la candidature pour chaque lot

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou DC1 joint	Non
Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Bilans ou extraits de bilans , concernant les trois dernières années , des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années , appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence.

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site : www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

NOTA BENE

Situation juridique du candidat – Membre de la communauté européenne

Le candidat établi dans un état membre de la communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger devra produire une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou l'autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques

Les candidats au marché, quelle que soit la forme de la candidature, individuelle ou groupée, peuvent demander à ce que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Toutefois, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Le candidat produit les mêmes documents concernant cette entreprise que ceux qui lui sont exigés ci-dessus. Le candidat doit également produire un engagement écrit de cette entreprise (article R2143-12 du Code de la Commande Publique).

En cas de groupement

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement étant globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. Toutefois, chaque membre du groupement devra justifier de ses capacités à exécuter les prestations pour lesquelles il interviendra, en fournissant les justificatifs professionnels, techniques et financiers demandés au présent règlement de la consultation.

Sociétés nouvellement créées

Les entreprises en cours de constitution ou de création récente ont la possibilité de justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre document considéré comme équivalent par l'Acheteur. A ce titre, il est possible de fournir une déclaration appropriée de banque dont la forme est laissée à la discrétion de l'établissement de crédit, et de fournir les titres et références professionnelles des responsables de la société et ses principaux cadres

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les **sous-traitants** connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination, les références et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire (article L.2193-5 du CCP). L'acceptation du sous-traitant par l'acheteur s'effectue dans les conditions prévues à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique.

Le candidat fournira à l'appui un formulaire « Déclaration de sous-traitance DC4 » dûment rempli joint au présent RC (un par lot).

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Conformément à l'article R.2142-22 du CCP, la forme juridique des groupements admis pour l'exécution du marché objet de la présente consultation ne peut être imposée par l'acheteur.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupement mentionnées, ci-dessus, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, lorsqu'un candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de chacun des autres membres du groupement pour l'exécution de leurs obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Cette exigence est justifiée par la nature et la complexité des travaux, qui portent sur des ouvrages de stockage et de distribution d'eau potable, nécessitant une coordination permanente entre plusieurs spécialités techniques, ainsi que par la nécessité d'assurer la continuité du service public et de garantir la bonne exécution des prestations dans les délais contractuels. La solidarité du mandataire permet au maître d'ouvrage de disposer d'un interlocuteur unique responsable de la coordination du groupement et de sécuriser l'exécution du marché, notamment en cas de défaillance d'un cotraitant.

6.2- Documents à produire : pièces de l'offre

Pour le Lot 1

Libellés	Signature
L' Acte d'Engagement « AE » et ses annexes sous forme Word	Non
La Décomposition du Prix Global Forfaitaire « DPGF » sous forme EXCEL et PDF	Non
Le Mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le mémoire environnemental des mesures prises pour l'exécution du marché	Non
Les Fiches Techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat et le Descriptif des techniques de mises en œuvre et matériaux proposés par l'entreprise	Non
Le planning prévisionnel d'exécution détaillé comprenant l'exploitation, l'exécution des travaux, les phases de réglage et de mise au point des installations ainsi que l'accompagnement et la formation du futur concessionnaire	Non
Un projet de Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) , ou un chapitre dédié du mémoire technique, présentant la méthodologie proposée par le candidat pour la prévention, le tri, la collecte, la traçabilité, la valorisation et l'élimination des déchets générés par le chantier.	Non
La Déclaration de non-ingérence complétée	Non
L'attestation d'assurance Responsabilité Civile adaptée aux prestations du lot avec le détail des garanties	Non
L'attestation d'assurance Responsabilité Décennale couvrant les activités correspondant aux prestations du lot avec le détail des garanties	Non

Pour le Lot 2

Libellés	Signature
L'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes sous forme Word	Non
Le Bordereau des Prix Unitaires « BPU » sous forme EXCEL et PDF	Non
Le Détail Quantitatif Estimatif « DQE » sous forme EXCEL et PDF	Non
Le Mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le mémoire environnemental des mesures prises pour l'exécution du marché	Non
Les Fiches Techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat et le Descriptif des techniques de mises en œuvre et matériaux proposés par l'entreprise	Non
Le planning prévisionnel d'exécution détaillé comprenant l'exploitation, l'exécution des travaux, les phases de réglage et de mise au point des installations ainsi que l'accompagnement et la formation du futur concessionnaire	Non
Un projet de Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED), ou un chapitre dédié du mémoire technique, présentant la méthodologie proposée par le candidat pour la prévention, le tri, la collecte, la traçabilité, la valorisation et l'élimination des déchets générés par le chantier.	Non
La Déclaration de non-ingérence complétée	Non
L'attestation d'assurance Responsabilité Civile adaptée aux prestations du lot avec le détail des garanties	Non

La signature électronique du marché (Acte d'Engagement) par l'attributaire lors du dépôt des offres n'est pas exigée, elle sera exigée conformément à l'article 8.3.3 « Décision d'attribution » du présent document.

NOTA : le CCTP, le CCAP et toutes autres pièces non demandées ci-dessus et qui sont mentionnés à l'acte d'engagement sont acceptés sans réserve et aucune modification et n'ont pas à être retournés au pouvoir adjudicateur. En cas de contestation, seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- ✓ La Réponse Technique sera rendue contractuel. A ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans celle-ci engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.
- ✓ Toute modification de pièces du dossier de consultation est interdite. Par conséquent, si une telle modification apparaît, l'offre sera considérée comme étant irrégulière.

DOCUMENTS ET LIENS UTILES :

- Code de la commande publique (Légifrance) : <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>
- Formulaire candidats (DAJ) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- CCAG TRAVAUX du 30 mars 2021 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les fichiers doivent impérativement être compressés (format.zip) avant toute transmission sous peine de ne pas être pris en charge par la plateforme.

Conformément à la législation en vigueur, l'ensemble des échanges entre l'administration et les candidats tout au long de la procédure se fera également par voie dématérialisée.

Les modalités techniques de remise des offres dématérialisées sont indiquées dans l'annexe jointe au présent document.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

La signature électronique du contrat par l'attributaire sera exigée dans un second temps conformément à l'article 8.3.1 du présent document.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

PLI DE SAUVEGARDE

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support « papier ». Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique,
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par l'administration.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant lisiblement la mention suivante :

NE PAS OUVRIR- PLI DE SAUVEGARDE – NOM DU CANDIDAT

Marché à procédure adaptée ouverte

ZAC La Veuve – Construction d'un réservoir de stockage et local surpresseur (génie civil et équipements) / Restructuration et adaptation des réseaux d'amenée et des distribution AEP- DECI

À l'adresse suivante :

**CCI MARNE ARDENNES
DIRECTION ACHATS /MARCHES PUBLICS
Madame Cindy FOURNIER
12 rue André Huet – CS 60025
51722 REIMS CEDEX**

Les plis peuvent être expédiés par tout type d'envoi permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (notamment envoi en recommandé avec accusé de réception) ou remis contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

En cas de remise en main propre, les horaires d'ouverture sont :

- du lundi au vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

Très important : l'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis, non parvenus avant la date de réception des offres, ne seront pas pris en compte. Il leur appartient donc de tenir compte des délais d'acheminement du courrier.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

LOT 1 :

	Critère	Pondération
1	Prix de l'offre	50 %
2	Valeur technique de l'offre	45 %
3	Démarche environnementale, performance énergétique et gestion du chantier	5%

1) Prix – 50 % base DPGF

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :
Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante/Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue

2) Valeur Technique – 45%

La valeur technique sera appréciée au regard d'un mémoire technique intégrant :

Sous - Critère n°1 : Moyens humain et matériels mis à disposition pour le chantier	10 pts
- Nom du conducteur de travaux, adresse, n° tél, CV	2
- Effectif propre à l'entreprise mis en place pour ce chantier, organigramme du chantier	2
- Description de l'encadrement du chantier (nom du chef de chantier, n° tél, CV)	2
- Moyens en <u>matériel prévus pour ce chantier</u> (différents des moyens matériels de l'entreprise) et ces différentes tâches	2
- Installation de chantier : base de vie, description des installations prévues, location	2
Sous - Critère n°2 : Procédés d'exécution des ouvrage	31 pts
- Reconnaissance du site, rapport photographique avec commentaires explicatifs	2
- Analyse de l'ensemble des contraintes d'exécution :	
• Analyse des contraintes techniques d'exploitation du chantier : Planning, phasage, description détaillée des travaux et Procédure de basculement, gestion des interruptions)	10
• Analyse des contraintes et des difficultés techniques propres à ce chantier	10
- PAQ : plan d'assurance qualité envisagée par l'entreprise pour ce chantier :	3
- Analyse des contraintes liées à la sécurité du chantier et moyens mis en œuvre (SPS)	3
- Programme de mise en service, de formation et d'accompagne à la rétrocession des ouvrages	3
Sous- Critère n° 3 : Qualité des fournitures 15 pts	15 pts
- Fournitures et fournisseurs : fiches techniques, provenance des matériaux et références normatives	5
- Descriptif des techniques de mises en œuvre et matériaux proposés par l'entreprise	10

La note technique sera notée sur un total de 56 points.

La note obtenue par chaque candidat sera ensuite ramenée sur 45 points, conformément à la pondération du critère « Valeur technique de l'offre » selon la formule suivante :

Note technique pondérée = (Note obtenue / 56) × 45

3) Démarche environnementale, performance énergétique et gestion du chantier – 5 %

Critère n°3 Démarche environnementale, performance énergétique et gestion du chantier	5 pts
- Protection du milieu naturel et prévention des pollutions liées au chantier (Analyse des risques de pollution, gestion des hydrocarbures, stockage des produits dangereux, gestion des eaux de chantier, mesures préventives)	0.5
- Performance énergétique et environnementale des équipements proposés (rendement des pompes ; puissance installée ; optimisation énergétique ; dispositifs de pilotage.)	1
- Gestion des déchets sur site : lieux de stockage, tri des déchets, type de balisage...	1
- Gestion des coactivités (information des usagers, coordination des intervenants)	2.5
TOTAL MAXIMUM POINTS	5

Les notes obtenues seront arrondies à deux décimales après la virgule en respectant la règle suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

LOT 2

Critère		Pondération
1	Prix de l'offre	50 %
2	Valeur technique de l'offre	45 %
3	Démarche environnementale et gestion durable du chantier	5%

1) Prix – 50 % base DQE

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :
Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante/Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue

2) Valeur Technique – 45 %

La valeur technique sera appréciée au regard d'un mémoire technique intégrant :

Sous - Critère n°1 : Moyens humain et matériels mis à disposition pour le chantier	10 pts
- Nom du conducteur de travaux, adresse, n° tél, CV	2
- Effectif propre à l'entreprise mis en place pour ce chantier, organigramme du chantier	2
- Description de l'encadrement du chantier (nom du chef de chantier, n° tél, CV)	2
- Moyens en <u>matériel prévus pour ce chantier</u> (différents des moyens matériels de l'entreprise) et ces différentes tâches	2
- Installation de chantier : base de vie, description des installations prévues, location	2

Sous - Critère n°2 : Procédés d'exécution des ouvrage	31 pts
- Reconnaissance du site, rapport photographique avec commentaires explicatifs	3
- Analyse de l'ensemble des contraintes d'exécution :	
<ul style="list-style-type: none"> Analyse des contraintes techniques d'exploitation du chantier : Planning, phasage, description détaillée des travaux et Procédure de basculement, gestion des interruptions) 	11
<ul style="list-style-type: none"> Analyse des contraintes et des difficultés techniques propres à ce chantier 	11
- PAQ : plan d'assurance qualité envisagée par l'entreprise pour ce chantier :	3
- Analyse des contraintes liées à la sécurité du chantier et moyens mis en œuvre (SPS)	3
Sous- Critère n° 3 : Qualité des fournitures 15 pts	15 pts
- Fournitures et fournisseurs : fiches techniques, provenance des matériaux et références normatives	5
- Descriptif des techniques de mises en œuvre et matériaux proposés par l'entreprise	10

La note technique sera notée sur un total de 56 points.

La note obtenue par chaque candidat sera ensuite ramenée sur 45 points, conformément à la pondération du critère « Valeur technique de l'offre » selon la formule suivante :

Note technique pondérée = (Note obtenue / 56) × 45

3) Démarche environnementale et gestion durable du chantier – 5 %

Critère n°3: Démarche environnementale et gestion durable du chantier	5 pts
Protection du milieu naturel et prévention des pollutions liées au chantier (Analyse des risques environnementaux, protection de la ressource en eau, gestion des hydrocarbures, procédures en cas de pollution accidentelle)	1
Réduction des nuisances du chantier (mesures contre les poussières, boues, bruit, salissures de voirie et gêne pour les usagers), balisage et protection des usagers...	1
Mesures favorisant le réemploi, la valorisation des matériaux et la réduction des transports (Réutilisation des déblais, matériaux recyclés, optimisation des transports)	1
Gestion des coactivités et continuité de services pour les usagers (information des usagers, coordination des intervenants, gestion des coupures d'eau...)	2
TOTAL MAXIMUM POINTS	5

Les notes obtenues seront arrondies à deux décimales après la virgule en respectant la règle suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

REMARQUE :

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

En cas d'égalité, l'offre retenue sera celle qui a obtenu la meilleure note dans le critère « PRIX ».

8.3 - Suite à donner à la consultation

8.3.1 – Précisions ou justifications demandées aux candidats

Des précisions pourront être demandées à l'ensemble des candidats dont l'offre ne paraît pas suffisamment claire.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur sera tenu d'exiger, le cas échéant, que le soumissionnaire concerné justifie le prix ou les coûts proposés dans son offre lorsque celle-ci semble anormalement basse eu égard aux services, y compris pour la part du marché public qu'il envisage de sous-traiter.

Ces demandes ne pourront aboutir ni à une négociation ni à une modification de l'offre.

8.3.2 – Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur **POURRA** engager des négociations avec les candidats admis à négocier.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les caractéristiques non négociables du marché sont les suivantes :

- ✓ l'objet du marché,
- ✓ les critères de sélection des candidatures ou des offres,
- ✓ il n'est pas possible de négocier l'abandon des garanties de bonne exécution du marché (pénalités de retard, indemnités de résiliation), en revanche la nature et l'étendue de ces pénalités peuvent être négociées.

La négociation portera sur tout autre élément du marché : prix, techniques d'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur aura la possibilité dans le cadre de la négociation :

- soit d'écarter de la négociation les offres inacceptables ou irrégulières,
- soit demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable de régulariser cette dernière.

En tout état de cause, la négociation ne doit jamais permettre de modifier substantiellement l'offre initiale.

Déroulement de la négociation :

Dans un premier temps, le représentant du Pouvoir Adjudicateur adressera une demande écrite au candidat admis à négocier. Cette demande pourra porter sur l'ensemble des éléments constitutifs de l'offre pouvant faire l'objet d'une négociation, ou seulement sur les points pour lesquels des compléments d'informations ou des adaptations paraîtraient nécessaires.

Le Pouvoir Adjudicateur négociera de façon écrite, un mail sera envoyé au candidat avec la liste des questions. Le candidat admis à négocier disposera d'un délai maximal de 3 jours (Trois jours) ouvrés pour remettre au pouvoir adjudicateur leur offre définitive.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8.3.3 - Décision d'attribution

Documents à produire avant toute notification :

Préalablement à toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché est également tenu de produire un exemplaire du Contrat et, le cas échéant de la ou les Demandes d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, daté et signé par la ou les personnes ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, et dans le cas où le mandataire est habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le seul mandataire. Dans le cas où le mandataire n'est pas habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement.

En cas de sous-traitance, lorsque le sous-traitant est proposé par un membre d'un groupement d'opérateurs économiques constitué en application articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique et quel que soit le membre du groupement proposant le sous-traitant, la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est signée par le sous-traitant et par le mandataire du groupement si celui-ci est habilité par les autres membres à les représenter dans le cadre de la procédure de passation. Cette demande est signée par le sous-traitant, le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à les représenter dans le cadre de la procédure de passation.

DOCUMENTS DE NOTIFICATION à TRANSMETTRE pour le lot 1 :

- **l'ACTE D'ENGAGEMENT**, accompagné le cas échéant de ses annexes,
- **la DÉCOMPOSITION du PRIX GLOBAL FORFAITAIRE « DPGF »**
- **la DÉCLARATION DE NON-INGÉRENCE**

→à signer électroniquement avec un certificat valide

Ces documents seront transmis par la CCI, via le profil acheteur, pour compléments administratifs et signature

DOCUMENTS DE NOTIFICATION à TRANSMETTRE pour le lot 2:

- **l'ACTE D'ENGAGEMENT**, accompagné le cas échéant de ses annexes,
- **le BORDEREAU des PRIX UNITAIRES « BPU »**,
- **la DÉCLARATION DE NON-INGÉRENCE**

→à signer électroniquement avec un certificat valide

Ces documents seront transmis par la CCI, via le profil acheteur, pour compléments administratifs et signature

IMPORTANT :

Tout défaut de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

Seul le représentant qualifié de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du contrat (délégation de pouvoir à produire le cas échéant au nom de la personne) sera habilité pour signer à la demande de la CCI.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, **la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié**, tel que défini par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI

(<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES).

Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Il devra donc être **détenteur d'un certificat de signature électronique**.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

IMPORTANT :

Afin de faciliter le traitement des pièces en vue de la notification du contrat, **il est recommandé au candidat pressenti de signer électroniquement au format PAdES.**

Le candidat pressenti, se référera à l'annexe relative aux modalités de retrait et de dépôt des offres remises par voie électronique du règlement de la consultation. Il devra donc être **détenteur d'un certificat de signature électronique**.

Tout défaut de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

Seul le représentant qualifié de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du contrat (délégation de pouvoir à produire le cas échéant au nom de la personne qui utilise son certificat électronique pour signer ce document) sera habilité à signer électroniquement à la demande de la CCI.

8.3.4 Justificatifs et moyens de preuve :

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

PIECES ADMINISTRATIVES :

1. L'acheteur accepte, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4, une déclaration sur l'honneur.
2. L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-2, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code.
Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
3. En cas de groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation
4. Le candidat produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
5. Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au [1° de l'article R.2143-13](#)

ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

6. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-9 ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public ne peut produire ces documents dans le délai imparti par l'acheteur public, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les pièces nécessaires avant que le marché public ne lui soit attribué. Cette procédure est reproduite tant que le candidat ne produit pas les pièces exigées par l'acheteur public et tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

8.3.3 Modalités de transmission :

Les pièces mentionnées à cet article du présent Règlement sont transmises *via* le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La date limite de réception de ces pièces est de 10 jours calendaires à compter du lendemain de la date de réception de la demande *via* le profil d'acheteur.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX
Tél : 03 26 66 86 87
Télécopie : 03 26 21 01 87
Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- d'un référé précontractuel, jusqu'à la signature du marché conformément aux dispositions des articles L.551-1 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative,
- d'un recours de pleine juridiction tendant à ce qu'il soit mis fin à l'exécution du contrat et ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé (CE, 30 juin 2017, SMPAT, n°398445), et pouvant être exercé dans les deux mois « *à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées* »,

- d'un référé contractuel à compter de la signature du marché conformément aux articles L.551-13 et R.551-7 à R.551-10 du Code de justice administrative dans un délai de trente et un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, ou de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée,
- d'un recours en contestation de validité du marché, conformément à l'arrêt du Conseil d'État du 16 juillet 2007 (CE, 4 avril 2014, n°358994, *Département de Tarn-et-Garonne*), dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché assorti le cas échéant d'un référé suspension en application de l'article L.521-1 du Code de justice administrative.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comités consultatifs de règlement amiable des litiges
1 rue Préfet Claude Erignac
54038 NANCY

10 - Annexe au règlement de la consultation

La forme des documents transmis par le soumissionnaire doit permettre à la CCI d'ouvrir les pièces sans le concours de celui-ci.

Les documents électroniques pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

La CCI ne pourra être tenue pour responsable des dommages, troubles, directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

10.1 - Dépôt électronique des plis

- Les candidatures et les offres doivent être déposées sur le site suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenue rendant ainsi irrecevable le pli de l'opérateur économique.

Les soumissionnaires disposent sur le site d'une aide pour les procédures électronique qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres

En outre pour toutes demandes d'assistance technique, question ou tout problème rencontré, le soumissionnaire peut contacter les conseillers techniques du site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Par mail : place.support@atexo.com

- Le pli dématérialisé comporte les éléments relatifs à la candidature et les éléments relatifs à l'offre.

Les opérateurs économiques doivent constituer et déposer leur candidature et offre en ligne par transmission électronique. La candidature doit comporter les éléments figurant du présent document et l'offre doit comporter les éléments figurant du présent document

Le soumissionnaire transmet sa candidature et son offre impérativement avant la date et l'heure limites figurant à la page 1 du présent document. Un message lui indique que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Le pli dont l'avis de réception (figurant sur la plate-forme) est délivré après la date et l'heure limites fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence est rejeté sans être ouvert.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

10.2 - Copie de sauvegarde

Le candidat peut, à titre de copie de sauvegarde, transmettre sur support papier ou support physique électronique (Cd, clé USB, DVD...etc.) sa candidature et son offre. Cette copie de sauvegarde doit impérativement parvenir dans les délais impartis visés en page 1 du présent document.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans une enveloppe fermée comportant la mention lisible de « COPIE DE SAUVEGARDE ».

A défaut d'une telle mention la candidature et l'offre seront déclarées irrecevables. L'acte d'engagement de cette copie doit bien évidemment être signé. La signature devant être soit électronique sur support électronique, soit manuscrite sur support papier.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée,
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle.

10.3 - Signature électronique

Le candidat qui signe les documents il devra le faire en application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Par conséquent le candidat doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire,
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Rappel général :

- un fichier zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément,
- une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

1. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue".

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

L'ensemble des TSL européennes est accessible ici :

<https://eidas.ec.europa.eu/efda/trust-services/browse/eidas/tls>

Cette liste présente toutes les autorités de certification françaises. Il faut choisir celles qui proposent des certificats de signature qualifiés (Qualified certificate for electronic signature).

Attention, le processus de délivrance peut prendre plusieurs semaines.

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Dans ce deuxième cas, le signataire transmet à titre de justificatifs les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation,
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

1. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE. Dans ce cas, il est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

2^{ème} cas : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
2. permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce deuxième cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.) ; la fourniture d'une notice en français est souhaitée,
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

10.4 - Transmission et taille du dossier transmis

Les offres, même volumineuses, doivent parvenir complètes dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas où une offre est susceptible d'entraîner la transmission de documents volumineux, et pour éviter tout retard consécutif aux aléas de transmission électronique qui pourraient en résulter, il appartient à l'opérateur économique d'envoyer son pli électronique dans les temps

Il est à noter que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à remettre.

10.5 - Recommandations sur les formats de transmission

Hormis les documents fournis dans le dossier de consultation électronique, les fichiers remis par les candidats doivent être au choix des formats suivants :

Les formats compatibles sont les suivants :

- PDF,
- doc,
- XLS,
- ppt,
- suite Open Office.

Les opérateurs économiques sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».

Dans l'hypothèse où le candidat prévoit d'envoyer des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir de les scanner avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

La CCI se réserve le droit de convertir les formats (dans lesquels ont été encodés les fichiers transmis) au moment de l'archivage et ceci afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

10.6 – Contrôle des virus

Les soumissionnaires s'assurent avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant.

Si un programme informatique malveillant est détecté, un programme de réparation du document contaminé pourra être mis en œuvre. Dans cette hypothèse :

- soit le document retrouve son intégrité initiale et peut être examiné dans le cadre de la procédure. Il est à noter qu'aucune réparation ne peut garantir la conformité de l'offre par rapport à celle transmise à l'origine,
- soit le document ne peut pas être réparé, dans ce cas la CCI considérera ce document comme nul ou incomplet. L'opérateur économique en est informé

Si le candidat a envoyé une copie de sauvegarde conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente annexe, cette dernière sera ouverte et analysée. Attention Si la copie de sauvegarde contient elle-même un programme malveillant, la CCI tentera une réparation dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

10.7 - Aide à la réponse dématérialisée

Afin de faciliter la prise en main de l'outil et la remise des plis dématérialisés le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> dispose de plusieurs outils d'aide.

10.7.1 Rubrique Aide

Dans le menu de gauche la rubrique aide est composé des sous rubriques suivantes :

- Guide d'utilisation,
- Assistance téléphonique,
- Autoformation,
- Foire aux questions,
- Visualiser les entités achats,
- Outils informatiques,
- Consultation de test

Cette documentation apporte des précisions notamment sur les modalités de transmission des plis et sur les outils requis pour une réponse électronique.

Assistance téléphonique

L'assistance téléphonique peut être jointe du lundi au vendredi au 0820 20 77 43 de 9h00 à 19h00 heures de Paris.

Modules d'autoformation à destination des opérateurs économiques

En complément du manuel d'utilisation, un module d'auto-formation a été développé pour permettre l'apprentissage de l'utilisation de la plate-forme.

10.7.2 Rubrique « Se préparer à répondre »

La rubrique « se préparer à répondre », permet à l'opérateur économique de tester son environnement de travail et de vérifier la conformité de celui-ci avec les pré-requis de la plate-forme.

Test de configuration du poste de travail

Cette page permet d'établir un diagnostic du poste de travail pour remettre une réponse électronique.

Consultation de test

En complément du test de configuration, en vue de s'assurer à 100 % du bon fonctionnement de son poste de travail, le soumissionnaire est invité à simuler une réponse à la consultation, en amont de la date de remise des plis, à l'aide de la « consultation de test ».

Outils informatiques

Les outils informatiques susceptibles d'intéresser le soumissionnaire sont rassemblés dans cet espace.

Parmi les fonctionnalités proposées on trouve :

- la signature électronique d'un document (attention l'achat de la signature reste à la charge des candidats (cf. article 3 de la présente annexe),
- la vérification de la signature électronique.